Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 7 MAI 1836.

RAPPORT

Fait par M. RAYMAEKERS, au nom de la Section centrale chargée de l'examen de la proposition de M. DUMORTIER, relative aux crimes et délits commis par des militaires.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous communiquer le résultat des délibérations des différentes sections sur la proposition de M. Dumortier, relative aux crimes et délits commis par des militaires.

Les 1^{re}, 2^e, 4^e et 5^e sections adoptent le principe de la proposition, mais elles émettent le vœu que la section centrale s'entoure des renseignemens nécessaires, afin de prévenir les difficultés que la proposition pourrait éprouver dans son exécution, en l'absence d'une disposition qui définit les crimes et délits qui, d'après le projet, resteraient soumis à la juridiction militaire.

La 3^e section propose d'ajourner le projet de loi jusqu'à la présentation à faire par le Gouvernement du nouveau Code pénal militaire; elle présente subsidiairement une nouvelle rédaction par suite de laquelle les militaires seraient justiciables des cours et tribunaux ordinaires à l'égard de tous les crimes, délits et contraventions commis hors le temps de leur service, contre des personnes non militaire ou leurs propriétés.

Les 1^{re} et 4^e sections demandent qu'on ajoute à la disposition unique du projet que les crimes et délits commis, soit par des militaires entre eux, soit dans l'exercice de leurs devoirs, soit contre la discipline, la subordination ou le service militaire, continueront à être poursuivis et jugés par les tribunaux militaires, suivant les réglemens en vigueur.

La section centrale s'est occupée exclusivement de la demande d'ajournement faite par la 3^e section; elle a considéré que l'adoption de la proposition telle qu'elle est formulée par son auteur, pourrait présenter de graves incon-

vénieux, en ce qu'aucune disposition ne définit les crimes et délits purement militaires; cette définition lui a paru indispensable, afin de prévenir les conflits de juridiction et de ne laisser subsister aucun doute sur la compétence des différens tribunaux; aussi la nécessité de bien préciser les crimes et délits militaires, a-t-elle été reconnue par toutes les anciennes lois qui ont soumis les militaires à des juridictions différentes, en raison de la nature des faits qui leur sont imputés; c'est ainsi que la loi des 22 septembre-29 octobre 1790 portait, art. 4 : « les délits militaires sont ceux commis en contravention à la » loi militaire par laquelle ils sont définis. »

La loi du 30 septembre - 19 octobre 1791, contenait à peu près la même disposition; elle prescrivait qu'aucun fait ne peut être imputé à délit militaire, s'il n'est déclaré tel par la loi.

Malgré ces textes formels qui ordonnent la définition des crimes et délits purement militaires, on ne trouve cependant aucune loi de cette époque qui renferme l'énumération exacte des faits dont la connaissance et la répression sont réservées aux tribunaux militaires; la section centrale a, au surplus, pensé que cette énumération doit trouver sa place dans la loi qui, en exécution de l'art. 105 de la Constitution, réglera l'organisation et les attributions des tribunaux militaires; puisque le Gouvernement a confié la révision des codes militaires à une Commission spéciale, il est utile d'attendre le résultat de son travail et de renvoyer entre temps le projet de loi à MM. les Ministres de la justice et de la guerre, afin de recueillir leur avis avant d'introduire quelques changemens à la législation existante.

C'est par ces différentes considérations que j'ai l'honneur de vous proposer, au nom de la Section centrale, l'ajournement du projet jusqu'à la présentation du nouveau code pénal militaire, ainsi que le renvoi à MM. les Ministres de la justice et de la guerre.

Le Rapporteur,

E. REYMAEKERS.

Le Président,

RAIKEM.